

01 - Ecrire l'histoire de la démocratie ?
Article (extraits) de John CROWLEY¹
in *La démocratie aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe*,
dir. J.-P. Bled, SEDES-CNED, Paris, 1999

Que les pays « démocratiques » se ressemblent se signifie pas qu'ils aient en commun la démocratie. Peut-être, après tout, est-ce précisément la renonciation à l'idéal démocratique qui les caractérise. La division du travail politique n'est pas en elle-même contraire à la démocratie mais le plus souvent de tels mécanismes semblent favoriser en pratique, la perpétuation d'une élite. De même l'économie de marché n'est sans doute pas intrinsèquement incompatible avec la démocratie, mais qu'en est-il quand elle fonctionne sans référence aux intérêts ou aux préoccupations de la plupart de ceux qui y participent ? Les droits de l'homme, enfin, expriment clairement une dimension de l'idée démocratique : que la volonté de la majorité ne l'emporte légitimement que si elle exprime un intérêt général, et non ses propres intérêts égoïstes. Mais qu'en est-il quand un principe (exemple l'abolition de la peine de mort) est imposé au nom des droits de l'homme contre l'avis majoritaire.... ?

Admettons de définir l'idée démocratique par le gouvernement « du peuple, par le peuple, pour le peuple » selon les termes d'Abraham Lincoln à Gettysburg (18 novembre 1863). Peut-on être sur que les intérêts du peuple seront d'autant mieux servis que la participation populaire au gouvernement sera plus directe et plus intense ? Pour les auteurs classiques, il était évident que non. En l'absence d'un encadrement strict par les lois et les mœurs, la démocratie dérive naturellement vers la démagogie. (*Il s'ensuit une*) ligne de partage entre deux principes de méfiance : à l'égard des élites pour certains, à l'égard du peuple pour d'autres. (*Ces positions apparemment contradictoires ont en commun*) de postuler qu'il n'y a pas de lien nécessaire entre l'origine du pouvoir (*du peuple*), les modalités de son organisation (*par le peuple*) et ses finalités et effets (*pour le peuple*). Le progrès d'une dimension peut impliquer une régression sur les autres. [...] on peut être amené à considérer que le gouvernement sera d'autant mieux « pour le peuple » qu'il sera moins « par le peuple ».[...]

Au XIXe siècle, de nombreux penseurs ou acteurs progressistes étaient sceptiques, voire franchement hostiles, à l'égard de la démocratie ; leur progressisme n'était pas pour autant en cause. La démocratie était une forme spécifique de régime politique dont les valeurs constitutives étaient légitimement discutables, et les effets pratiques encore inconnus. Dans la première moitié du XXe siècle, le sens de la démocratie évolue. Elle en vient à désigner simultanément un régime spécifique (gouvernement libéral représentatif fondé sur le suffrage universel) et une aspiration plus large à la démocratisation (réduction des inégalités de statut, de pouvoir au sein de la société et de l'entreprise). Il est possible dès lors de critiquer la démocratie (au premier sens) au nom de la démocratie (au second sens). Le socialisme d'inspiration marxiste au sein des régimes représentatifs s'est efforcé constamment de le faire. [...] de l'extérieur (*on peut*) rejeter à la fois le régime libéral représentatif et l'aspiration égalitaire. C'est le sens du fascisme, comme du conservatisme autoritaire de type espagnol ou portugais. Depuis 1945, en revanche, la critique externe à la démocratie est devenue marginale.[...] Dès lors à de très rares exceptions près, la démocratie est l'habillage nécessaire de toute stratégie politique ; il y a par conséquent, sinon autant d'idées démocratiques que de partis ou de mouvances politico-idéologiques, du moins un foisonnement qui échappe à tout recensement et même à toute catégorisation cohérente.

¹ Historien à l'université Dalhousie, Halifax, Canada, spécialiste d'histoire moderne anglo-américaine et d'histoire comparée des colonisations.